

UN NOUVEL ÉLAN POUR L'EUROPE SOCIALE

Extrait de :

David Rinaldi, « Un nouvel élan pour l'Europe sociale »,
Études & Rapports n° 108, Institut Jacques Delors, février 2016

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE de Jacques Delors	7
AVANT-PROPOS de Nicolas Schmit	12
CONTRIBUTION de Marianne Thyssen	21
RÉSUMÉ	29
INTRODUCTION	32
1. Investir dans le capital humain et relever les défis sociétaux à long terme	35
1.1. Cinq défis qui nécessitent de mettre l'accent sur les investissements sociaux	35
1.2. Investir dans le capital humain : objectifs	40
1.2.1. L'effet sur la croissance économique dans le cadre du renforcement de la compétitivité, de la résistance et de l'innovation	40
1.2.2. L'effet sur la justice sociale et l'inclusion dans le cadre d'une lutte contre les inégalités, tant au sein des pays qu'entre eux	41
1.3. Un cadre stratégique fonctionnel et adaptable	42
1.3.1. Le paquet « investissements sociaux »	42
1.3.2. Le plan d'investissement et l'initiative pour l'emploi des jeunes	44
1.4. Mesures concrètes : développer, entretenir et utiliser le capital humain	46
1.4.1. Investir dans les services de la petite enfance	48
1.4.2. Promouvoir une véritable alliance pour l'apprentissage	50

1.4.3. Financement de l'enseignement supérieur et du troisième degré	52
1.4.4. Promouvoir la formation tout au long de la vie et la mise à niveau des compétences pour remédier à l'inadéquation des compétences	53
1.5. Discussion	55
 1.5.1. La logique sous-jacente aux investissements sociaux	56
 1.5.2. Divergence et gouvernance économique	58
 1.5.3. Une catastrophe pour l'Europe	60
 1.5.4. Le capital humain pour relancer la confiance et les investissements privés	62
 1.5.5. Priorités	63
1.6. Questions ouvertes	65
1.7. Résumé des recommandations stratégiques	66
2. Vers une mobilité de la main-d'œuvre plus équitable et efficace dans l'UE	68
 2.1. Les principaux enjeux relatifs à la mobilité de la main-d'œuvre	68
 2.2. Supprimer les obstacles à la mobilité : pistes d'action	72
 2.2.1. La portabilité des droits sociaux et de la protection des droits des travailleurs mobiles	73
 2.2.2. La reconnaissance juridique et pratique des qualifications et des diplômes	75
 2.2.3. Garantir une mobilité équitable et atténuer le risque de concurrence sociale en Europe	76

2.3. Nouvelles propositions politiques sur la mobilité au sein de l'UE	78
2.3.1. Une alliance pour l'apprentissage et Erasmus Pro	78
2.3.2. La réforme du portail EURES	79
2.3.3. Salaire minimum et revenu minimum standardisés	79
2.4. Discussion	81
2.4.1. Mobilité et formation duale	81
2.4.2. Éviter les inconvénients de la mobilité	83
2.4.3. Une nouvelle stratégie	83
2.4.4. Priorités	85
2.5. Questions ouvertes	87
2.6. Résumé des recommandations stratégiques	88
3. Rétablissement la convergence socio-économique dans l'UE et l'UEM	90
3.1. Pourquoi une Europe sociale maintenant	90
3.2. Gouvernance de l'UEM et le semestre européen	96
3.3. Garantir le financement des investissements sociaux	97
3.4. Mécanismes de stabilisation pour lutter contre les chocs conjoncturels	100
3.5. Discussion	103
3.5.1. Vers une zone monétaire « optimale »	105
3.5.2. Concilier la politique économique et la politique sociale : le semestre	107

3.5.3. Règles budgétaires et flexibilité	111
3.6. Questions ouvertes	112
3.7. Résumé des recommandations stratégiques	114
BIBLIOGRAPHIE	115
SUR LES MÊMES THÈMES...	118
ANNEXE 1 – PROGRAMME DU SÉMINAIRE	119
LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX	120
AUTEUR	121